# CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

*LegalFamily SAS — Formations juridiques en ligne pour avocats*

Version en vigueur au 23 octobre 2026 · Applicable à toute commande passée à compter de cette date

## Identité du Prestataire

| | |
|---|---|
| **Société** | LegalFamily, Société par Actions Simplifiée (SAS) |
| **Capital social** | 2 000 € |
| **Siège social** | 227 avenue de Gaulle, 69160 Tassin-la-Demi-Lune |
| **SIRET** | 920 608 718 00010 |
| **RCS** | Lyon 920 608 718 |
| **N° TVA intracommunautaire** | FR68 920 608 718 |
| **N° de déclaration d'activité (NDA)** | 84692106469 (Auvergne-Rhône-Alpes) |
| **Certification Qualiopi** | N° LEG3392024001 (valable jusqu'au 03/10/2027) |
| **Financement** | Prise en charge possible par le FIF PL (Fonds Interprofessionnel de Formation des Professions Libérales), selon ses critères |
| **Présidente** | Marion Sourd — marion.sourd@legalfamily.fr |
| **Contact commercial** | contact@legalfamily.fr |
| **Site internet** | https://legalfamily.fr |
| **Opérateur de paiement** | Stripe Payments Europe Ltd (Irlande) — Certifié PCI-DSS niveau 1 |

## Article 1 — Champ d'application

Les présentes Conditions Générales de Vente (ci-après « CGV ») s'appliquent, sans restriction ni réserve, à l'ensemble des prestations de formation en ligne proposées par LegalFamily SAS (ci-après le « Prestataire ») auprès d'avocats inscrits à un barreau français ou étranger (ci-après le « Client »), via le site internet https://legalfamily.fr et la plateforme de formation associée (ci-après la « Plateforme »).

Les présentes CGV s'appliquent exclusivement dans le cadre de relations entre professionnels (B2B). Le Client reconnaît agir dans le cadre de son activité professionnelle d'avocat et non en qualité de consommateur au sens du Code de la consommation.

Conformément à l'article L. 441-1 du Code de commerce, les présentes CGV constituent le socle unique de la relation commerciale entre le Prestataire et le Client. Elles précisent les conditions de commande, de paiement, d'accès aux formations et de gestion des éventuels différends.

Le Prestataire est certifié Qualiopi et s'engage à respecter les obligations imposées par le Référentiel National Qualité (RNQ). Les formations sont réalisées conformément audit référentiel.

Les présentes CGV sont accessibles à tout moment sur le Site internet et prévaudront sur tout document contradictoire. Elles peuvent faire l'objet de modifications dans les conditions prévues à l'article 3.3 ; la version applicable est celle en vigueur à la date de passation de la commande.

> **Acceptation :** La validation de la commande sur la Plateforme implique l'adhésion pleine et entière aux présentes CGV. Cette acceptation est matérialisée par l'activation obligatoire, lors de la fiche de paiement, d'une case à cocher dédiée aux CGV (ainsi qu'aux Conditions Générales d'Utilisation et au règlement intérieur), avec mise à disposition d'un lien permettant leur consultation. L'horodatage de cette acceptation est enregistré par la Plateforme et constitue la preuve de l'accord du Client. Le Client reconnaît avoir la capacité juridique requise pour contracter.

## Article 2 — Description des Services

LegalFamily propose des formations juridiques entièrement dispensées en ligne (e-learning), à destination des avocats, dans le cadre de leurs obligations de formation continue (20 heures annuelles dont 5 heures de déontologie, conformément aux dispositions du décret n° 2004-1463 du 23 décembre 2004). Les formations peuvent faire l'objet d'une prise en charge par le FIF PL, selon les critères fixés par cet organisme.

Chaque formation comprend :

- Des modules vidéo accessibles sur la Plateforme, disponibles 24h/24 et 7j/7 pendant la durée d'accès souscrite ;
- Des ressources pédagogiques complémentaires (supports écrits, cas pratiques, quiz d'évaluation) ;
- Un quiz de validation des acquis dont le score minimum requis est précisé en début de chaque formation ;
- Un accès à l'espace d'échange entre apprenants, soumis aux règles définies dans les Conditions Générales d'Utilisation et le règlement intérieur ;
- Une attestation de fin de formation délivrée sous les conditions définies à l'article 4.

Les formations sont proposées à destination des avocats francophones, en France et dans les pays membres de l'Union européenne. Le contenu des formations est susceptible d'évoluer pour tenir compte des évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles, sans que cela ne constitue une modification substantielle du Service.

## Article 3 — Processus de commande

### 3.1 — Passation de la commande

Pour accéder à une formation, le Client suit les étapes suivantes sur la Plateforme :

- Sélection de la formation souhaitée dans le catalogue LegalFamily ;
- Création d'un compte ou connexion à un compte existant ;
- Renseignement des informations requises : nom, prénom, adresse e-mail professionnelle, barreau d'appartenance, coordonnées professionnelles, besoins en matière d'accessibilité ;
- Lecture et acceptation des présentes CGV, des Conditions Générales d'Utilisation et du règlement intérieur, par activation de la case à cocher dédiée lors de la fiche de paiement, avec horodatage enregistré par la Plateforme ;
- Paiement en ligne sécurisé via Stripe ;
- Réception d'un e-mail de confirmation comprenant le programme de la formation, le règlement intérieur, le CV du ou des formateurs et la facture.

La vente est définitivement conclue après : (i) encaissement effectif du prix par le Prestataire et (ii) envoi de la confirmation de commande par e-mail. L'accès à la Plateforme est ouvert dès réception de cet e-mail de confirmation.

### 3.2 — Modification de la commande

Une fois la commande confirmée par le Prestataire, elle ne peut être modifiée par le Client, sauf dans les cas de remboursement visés à l'article 5.3.

### 3.3 — Modification des CGV

Le Prestataire se réserve le droit de modifier les présentes CGV à tout moment. Toute modification sera notifiée au Client par e-mail à l'adresse fournie lors de l'inscription, avec un préavis minimum de quinze (15) jours avant son entrée en vigueur. La version applicable à toute commande est celle en vigueur à la date de validation de ladite commande.

### 3.4 — Refus de commande

Le Prestataire se réserve le droit de refuser ou d'annuler toute commande d'un Client avec lequel existerait un litige relatif au paiement d'une commande antérieure, ou en cas de suspicion de fraude.

## Article 4 — Accès à la formation et attestation

### 4.1 — Durée d'accès

Le Client dispose d'un accès à la formation pendant une durée de douze (12) mois à compter de la réception de l'e-mail de confirmation de commande. Passé ce délai, et après deux relances sans réponse dans un délai de quinze (15) jours, le compte pourra être désactivé sans possibilité de remboursement.

### 4.2 — Caractère personnel de la formation

L'accès à la formation est strictement personnel et non transférable. Le Client s'engage à suivre lui-même la totalité des modules de formation. Toute substitution par une tierce personne est formellement interdite et constitue une faute pouvant entraîner la résiliation immédiate de l'accès sans remboursement, sans préjudice de dommages et intérêts.

### 4.3 — Délivrance de l'attestation

À l'issue de la formation, une attestation de fin de formation est délivrée au Client sous réserve de la réunion cumulative des conditions suivantes :

- Réalisation intégrale de l'ensemble des modules de la formation, telle que mesurée par les logs de connexion enregistrés par la Plateforme ;
- Obtention du score minimum au quiz de validation, tel qu'indiqué en début de formation ;
- Complétion du questionnaire de satisfaction dans les sept (7) jours suivant la fin de la formation.

> **Important :** L'attestation de fin de formation est le document nécessaire pour obtenir le remboursement par le FIF PL. Elle ne peut être délivrée que si toutes les conditions ci-dessus sont remplies. LegalFamily ne saurait être tenue responsable d'un refus de prise en charge par le FIF PL.

### 4.4 — Obligations pédagogiques du Prestataire

LegalFamily s'engage à :

- Mettre à disposition les ressources pédagogiques nécessaires au bon déroulement de la formation ;
- Informer le Client de tout élément majeur susceptible d'affecter la réalisation de la formation ;
- Fournir le curriculum vitae du ou des formateurs avant le début de la formation ;
- Préciser la nature, la durée, le programme, le niveau requis, les modalités d'évaluation et les conditions financières de chaque formation ;
- Rediriger tout Client en situation de handicap vers les ressources adaptées si LegalFamily ne peut y répondre directement (Référente handicap : marion.sourd@legalfamily.fr).

## Article 5 — Tarifs et conditions de paiement

### 5.1 — Tarifs

Les tarifs des formations sont consultables directement sur le Site internet. Les prix sont exprimés en euros hors taxes (HT). La TVA au taux en vigueur s'y ajoute et figure sur la facture.

Les tarifs sont fermes et non révisables pendant leur période de validité indiquée sur le Site. Le Prestataire se réserve le droit de modifier ses tarifs à tout moment pour les commandes passées postérieurement à la modification. La version applicable est celle en vigueur lors de la validation de la commande par le Client.

Une facture est établie et transmise au Client par voie électronique à l'issue du paiement.

### 5.2 — Modalités de paiement

Le prix est payable comptant, intégralement, au moment de la commande, par paiement sécurisé via Stripe (carte bancaire). Aucun autre mode de paiement n'est accepté, sauf accord exprès du Prestataire.

Les paiements sont traités par Stripe Payments Europe Ltd, entité de droit irlandais certifiée PCI-DSS niveau 1. LegalFamily ne conserve aucune donnée bancaire. Le paiement par carte bancaire est irrévocable, sauf utilisation frauduleuse avérée dûment justifiée.

### 5.3 — Délai de rétractation

Le Client dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la confirmation de commande pour se rétracter, sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités.

La demande de rétractation est formulée par écrit à l'adresse contact@legalfamily.fr ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège social de LegalFamily.

En cas de rétractation dans ce délai, LegalFamily procède au remboursement intégral des sommes versées via Stripe dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

> **Hors délai :** Aucune demande de remboursement formulée au-delà du délai de dix (10) jours ne pourra être acceptée. La formation sera alors réputée conforme en qualité et en contenu à la commande passée.

## Article 6 — Retard et défaut de paiement

En cas de non-paiement ou de paiement incomplet à la date d'échéance, le Prestataire se réserve le droit de suspendre immédiatement l'accès à la formation et d'annuler la commande.

En cas de paiement frauduleux ou de rétrofacturation (chargeback) injustifiée, LegalFamily se réserve le droit de suspendre l'accès à la Plateforme et d'engager toute action en recouvrement utile.

Conformément à l'article L. 441-10 du Code de commerce, des pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, à compter du lendemain de la date d'échéance. Le taux applicable est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de dix (10) points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante euros (40,00 €) par facture impayée est également due de plein droit.

## Article 7 — Financement par le FIF PL

LegalFamily est un organisme de formation certifié Qualiopi. Ses formations peuvent faire l'objet d'une prise en charge par le FIF PL (Fonds Interprofessionnel de Formation des Professions Libérales) pour les avocats exerçant à titre libéral, selon les critères et dans la limite des plafonds fixés chaque année par cet organisme.

- La demande de prise en charge doit être déposée auprès du FIF PL avant le début de la formation ;
- LegalFamily fournit l'ensemble des documents nécessaires : programme, facture, attestation de présence et attestation de fin de formation ;
- Le financement FIF PL ne modifie pas les conditions de paiement : le Client règle intégralement à LegalFamily, puis se fait rembourser directement par le FIF PL selon les règles propres à cet organisme ;
- LegalFamily ne saurait être tenue responsable d'un refus de prise en charge par le FIF PL, quelle qu'en soit la cause.

## Article 8 — Responsabilité du Prestataire

La responsabilité de LegalFamily ne peut être engagée qu'en cas de faute ou de négligence dûment prouvée de sa part, et est limitée aux préjudices directs et prévisibles subis par le Client, à l'exclusion de tout préjudice indirect (perte de revenus, préjudice commercial, perte de chance, atteinte à la réputation).

En tout état de cause, la responsabilité de LegalFamily est plafonnée au montant hors taxes effectivement payé par le Client pour la formation concernée.

La responsabilité de LegalFamily ne peut être engagée en cas de :

- Retard ou interruption de la formation imputable au Client ou à un tiers ;
- Défaillance technique de l'équipement du Client (matériel, connexion internet, logiciels) ;
- Force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil ;
- Faute ou négligence du Client dans l'utilisation de la Plateforme.

## Article 9 — Obligations du Client

Le Client s'engage à :

- Fournir des informations sincères, exactes et complètes lors de l'inscription ;
- Payer intégralement le prix de la formation avant d'y accéder ;
- Suivre personnellement la formation dans le délai de douze (12) mois imparti ;
- Lire le règlement intérieur et le programme avant le début de chaque formation ;
- Compléter le questionnaire de satisfaction dans les sept (7) jours suivant la fin de la formation ;
- Contacter l'équipe pédagogique (contact@legalfamily.fr) en cas de difficulté technique ou pédagogique ;
- Protéger la confidentialité de ses identifiants de connexion et signaler immédiatement à LegalFamily toute utilisation non autorisée de son compte ;
- Ne pas reproduire, partager, diffuser, extraire ou exploiter commercialement les contenus de formation sans autorisation écrite préalable de LegalFamily.

## Article 10 — Propriété intellectuelle

L'ensemble des contenus présents sur la Plateforme et dans les formations LegalFamily (vidéos, supports écrits, cas pratiques, quiz, logo, architecture des parcours pédagogiques) est protégé par le droit d'auteur conformément aux articles L. 111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Ces contenus sont la propriété exclusive de LegalFamily SAS. S'agissant des contenus produits par les formateurs partenaires, LegalFamily déclare disposer de l'ensemble des droits nécessaires à leur exploitation sur la Plateforme, soit par cession de droits d'auteur, soit par licence exclusive.

Le Client bénéficie d'un droit d'accès personnel, non exclusif, non cessible et non transférable, strictement limité à la durée de son accès et à un usage privé dans le cadre de sa pratique professionnelle.

Toute reproduction, représentation, modification ou exploitation commerciale, partielle ou totale, sans autorisation écrite préalable de LegalFamily, est strictement interdite et constitue une contrefaçon au sens des articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

## Article 11 — Protection des données personnelles

LegalFamily SAS, en tant que responsable de traitement, traite les données personnelles du Client dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD — Règlement UE 2016/679) et de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée.

Données collectées et finalités :

- Données d'identification et de contact (nom, prénom, e-mail, barreau d'appartenance) — finalité : gestion de la commande, accès à la Plateforme et relation commerciale — base légale : exécution du contrat (art. 6.1.b RGPD) ;
- Données de progression pédagogique (logs de connexion, résultats aux quiz) — finalité : délivrance de l'attestation de formation et obligations Qualiopi — base légale : exécution du contrat et obligation légale (art. 6.1.b et 6.1.c RGPD) ;
- Données de facturation — finalité : obligations légales comptables et fiscales — base légale : obligation légale (art. 6.1.c RGPD) — durée de conservation : 10 ans ;
- Données bancaires — traitées exclusivement par Stripe Payments Europe Ltd ; LegalFamily n'y a pas accès.

> **Durée de conservation :** les données relatives à la formation sont conservées pendant cinq (5) ans à compter de la fin de la formation, conformément aux obligations liées à la certification Qualiopi.

Le Client dispose des droits suivants sur ses données personnelles : droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité, exerçables à l'adresse contact@legalfamily.fr. En cas de difficulté, le Client peut introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

La Politique de Confidentialité complète de LegalFamily est disponible sur https://legalfamily.fr.

## Article 12 — Imprévision

En cas de survenance d'un événement répondant à la définition de l'imprévision au sens de l'article 1195 du Code civil — notamment un blocage total et permanent de la Plateforme, la suppression technique de l'ensemble des contenus vidéo, ou toute panne technique majeure d'une durée supérieure à quarante-

cinq (45) jours — les Parties s'engagent à tenter de renégocier de bonne foi les termes de leur accord dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du fait générateur.

Si la renégociation aboutit, les Parties fixent sans délai une nouvelle date d'exécution. Si l'impossibilité perdure au-delà de soixante (60) jours ou si la renégociation échoue, le contrat pourra être résolu selon les modalités de l'article 14.

## Article 13 — Force majeure

Les Parties ne pourront être tenues responsables de la non-exécution ou du retard dans l'exécution de leurs obligations si cela résulte d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil.

En cas de force majeure rendant impossible la réalisation de la formation, LegalFamily s'engage à proposer un report à une date convenue avec le Client ou, si le report est impossible, à rembourser intégralement le prix payé dans un délai de trente (30) jours.

## Article 14 — Résolution du contrat

### 14.1 — Résolution pour manquement

En cas de non-respect par l'une des Parties de ses obligations essentielles, la Partie lésée pourra prononcer la résolution de plein droit, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par e-mail avec accusé de réception électronique, restée sans effet pendant quinze (15) jours.

### 14.2 — Résolution pour force majeure ou imprévision

La résolution pour force majeure ou imprévision ne pourra intervenir que quinze (15) jours après la réception d'une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, mentionnant expressément l'intention d'appliquer la présente clause.

### 14.3 — Conséquences de la résolution

En cas de résolution, les prestations effectivement utilisées par le Client restent dues au prorata du parcours réalisé. La Partie lésée peut demander en justice l'octroi de dommages et intérêts si le préjudice était prévisible lors de la conclusion du contrat, dans la limite du plafond défini à l'article 8.

## Article 15 — Lutte contre la corruption

Le Client s'engage, pour son propre compte et celui de ses collaborateurs, à respecter toutes les lois et réglementations applicables en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment, notamment la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dite « Sapin II », ainsi que les obligations déontologiques propres à la profession d'avocat issues du règlement intérieur national (RIN) et des règlements intérieurs des barreaux.

En cas de manquement avéré à ces dispositions, LegalFamily pourra résilier de plein droit, sans indemnité ni préavis, l'accès aux formations par lettre recommandée avec accusé de réception.

## Article 16 — Droit applicable — Langue — Règlement des litiges

Les présentes CGV et les opérations qui en découlent sont régies exclusivement par le droit français et rédigées en langue française. En cas de traduction dans une autre langue, seul le texte français fait foi.

> **Règlement amiable :** En cas de litige relatif à l'interprétation, à la validité ou à l'exécution des présentes CGV, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai de quinze

(15) jours à compter de la notification du litige par l'une des Parties. Cette démarche constitue un préalable obligatoire à toute action en justice, sauf mesures d'urgence.

**Médiation :** À défaut d'accord amiable dans le délai susmentionné, les Parties peuvent recourir à une médiation professionnelle organisée par un médiateur compétent en matière commerciale (ex. : Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris — CMAP). Cette démarche demeure facultative.

**Juridiction :** À défaut d'accord amiable ou de résolution par médiation dans un délai total d'un (1) mois à compter de la notification initiale du litige, celui-ci sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Lyon, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

## Article 17 — Divisibilité

Si l'une quelconque des clauses des présentes CGV était déclarée nulle, non écrite ou inopposable par une décision de justice définitive, elle serait réputée non écrite pour la seule stipulation concernée, sans affecter la validité des autres clauses, qui conserveraient leur plein effet.

## Article 18 — Intégralité de l'accord

Les présentes CGV, les Conditions Générales d'Utilisation, le règlement intérieur et la Politique de Confidentialité constituent l'ensemble des documents contractuels et informationnels régissant la relation entre LegalFamily et le Client. Ils remplacent tout accord, correspondance ou engagement antérieur portant sur le même objet. En cas de contradiction entre ces documents, l'ordre de prévalence est le suivant : CGV, puis CGU, puis règlement intérieur.

**Marion Sourd — Présidente de LegalFamily SAS**
SIRET 920 608 718 00010 · NDA : 84692106469 · Qualiopi n° LEG3392024001
227 avenue de Gaulle, 69160 Tassin-la-Demi-Lune · contact@legalfamily.fr · https://legalfamily.fr

*© 2026 LegalFamily SAS — Version en vigueur au 23 octobre 2026*